

OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

4-8 DÉCEMBRE 2012 



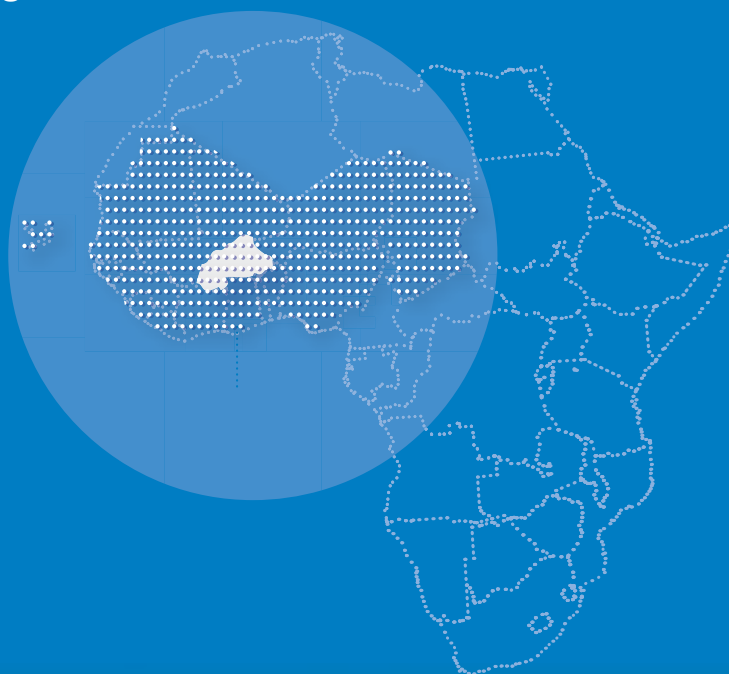
SEMAINE DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

28^E RÉUNION ANNUELLE
DU RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

4-6 décembre 2012



Relevé des conclusions





INTRODUCTION

La 28^e Réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) s'est tenue dans le cadre de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2012 qui a regroupé une série d'événements, à savoir : la Réunion annuelle du RPCA, la 12^e Réunion ordinaire du Comité des Partenaires du CILSS (CPC), le Forum du Club sur les perspectives ouest-africaines : Peuplement, marché et sécurité alimentaire et enfin, le Groupe d'orientation politique (GOP) du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

La réunion du RPCA a permis d'examiner comme chaque année la situation agricole et les perspectives alimentaires et nutritionnelles régionales et de formuler des recommandations aux décideurs politiques nationaux, régionaux et internationaux. La 28^e réunion était plus particulièrement consacrée au thème de la maîtrise de l'eau.

Par ailleurs, cette réunion a servi comme cadre de lancement de l'Alliance globale pour l'initiative résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR). Près de 200 participants venant des pays ouest-africains et des pays membres de l'OCDE ont participé à la cérémonie de lancement le 6 décembre 2012. Le Premier ministre du Burkina Faso, S.E. M. Beyon Luc Adolphe Tiao a accueilli personnellement toutes les parties prenantes de l'Alliance et exprimé tout le soutien de son pays à l'Alliance, ainsi que sa conviction qu'elle soit un succès. Une déclaration commune a été adoptée avec comme objectif la « Faim Zéro » dans les 20 années à venir.



Une proposition a été faite afin que la 29^e réunion du Réseau soit accueillie par la République de Côte d'Ivoire. La confirmation sera faite après consultation des autorités ivoiriennes.

SOMMAIRE

1. Situation alimentaire et nutritionnelle	3
2. Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires	5
3. Renforcement et dynamisation du RPCA	7
4. Maîtrise de l'eau et sécurité alimentaire	7
5. Lancement de l'Alliance globale pour l'initiative résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR)	10
6. Recommandation sur la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle	11
Annexe 1 : Ordre du jour	12
Annexe 2 : Liste des participants	15

L'ensemble des présentations et documents relatifs à la réunion sont disponibles sur le site Web :

www.oecd.org/fr/sites/semainedusaheltdelafriquedelouest/rpca.htm



Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sous la présidence de Son Excellence M. le Président du Faso et le parrainage de la Commission de l'UEMOA

Co-organisée par la CEDEAO, l'UEMOA, le CILSS et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest





1 SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

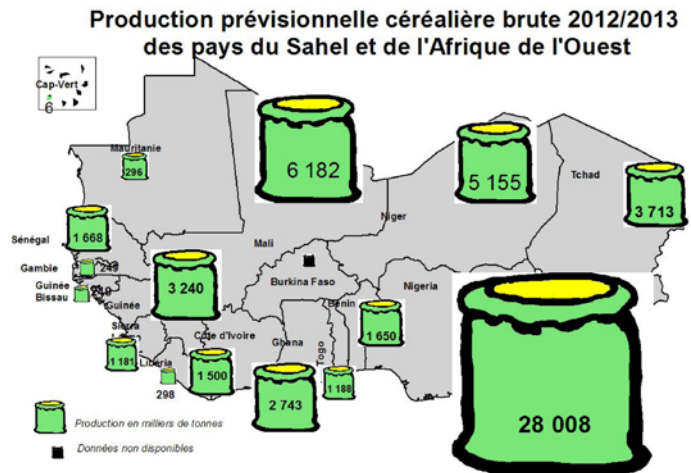
Bilan prévisionnel de la campagne agricole 2012-13 et évolution des marchés régionaux et internationaux

L'installation de l'hivernage en 2012 a été précoce, avec une bonne répartition spatiale et temporelle des pluies. Les cumuls pluviométriques ont été supérieurs à ceux de la moyenne de référence (1971-2000) et sont globalement proches de ceux de 2010, considérée comme l'une des années les plus pluvieuses de la dernière décennie.

Cette bonne pluviométrie a engendré sur le plan hydrologique des débits et des volumes d'eau supérieurs à ceux des années de référence (1985, 2011 et moyenne 2002-11), qui ont entraîné des inondations au niveau des bassins des différents cours d'eau, notamment au Niger, au Nigéria, au Bénin, au Sénégal, en Gambie et au Tchad. Des pertes en vies humaines et des dégâts sur les infrastructures et les cultures, notamment le riz, ont été constatés par endroit.

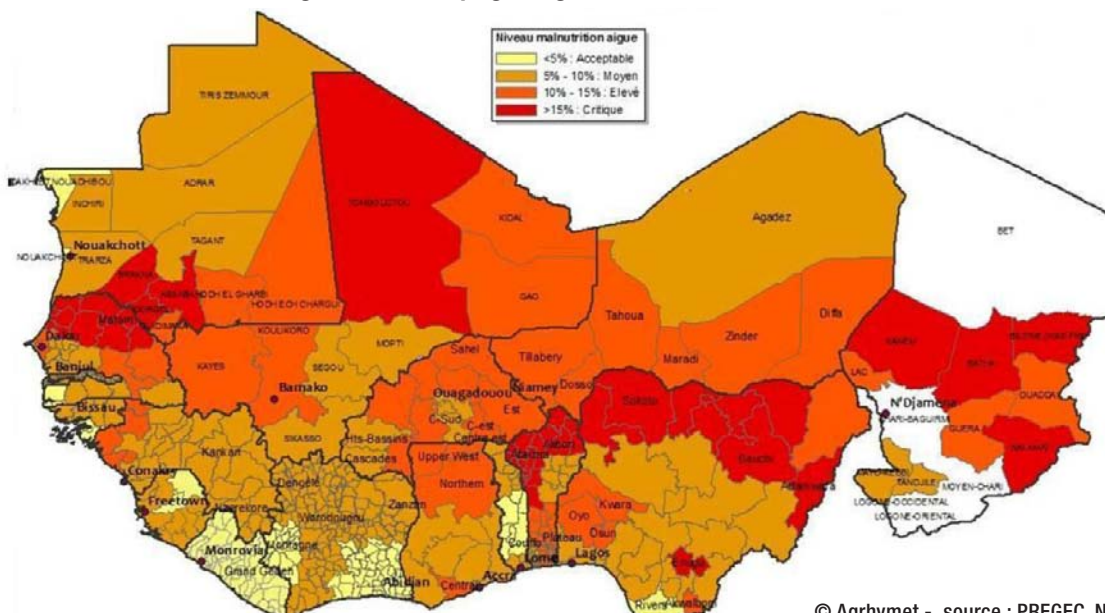
La situation phytosanitaire a été globalement calme, malgré la présence par endroit selon les pays des sautériaux, de la chenille poilue, de la chenille urticante, de la sésamie, des cantharides, des oiseaux granivores et des rongeurs. Cependant, la présence d'essaims de criquets pèlerins signalée au Niger, au Tchad et au Mali, constitue une menace pour la région. Pour limiter la migration dans les zones de reproduction hiverno-printanière au Maghreb, et donc éviter une éventuelle invasion du criquet pèlerin pendant la période d'installation des cultures en 2013, des actions de lutte se poursuivent notamment au Niger et en Mauritanie.

Sur le plan pastoral, les pâturages sont abondants et les points d'eau bien remplis dans l'ensemble des pays. La situation zoo-sanitaire est relativement calme malgré la persistance de quelques foyers de péripneumonie contagieuse bovine et de peste des petits ruminants.



Les cultures ont bénéficié de bonnes conditions hydriques favorables à leur croissance et à leur développement, promettant de bonnes productions. A l'exception du Burkina Faso dont les chiffres ne sont pas encore pris en compte, la production céréalière attendue dans les autres pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest au titre de la campagne agricole 2012-13 se chiffre à 57 318 000 tonnes, dont 13 688 000 tonnes de riz, 17 920 000 tonnes de maïs, 11 096 000 tonnes de mil, 14 341 000 tonnes de sorgho et 273 000 tonnes d'autres céréales. Cette production est en hausse de 13 % par rapport à l'année dernière et de 18 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Quant aux productions de manioc et d'igname, elles sont estimées respectivement à 76 292 000 tonnes et 53 025 000 tonnes, soit une augmentation de 2 % pour l'igname et une baisse de 3 % pour le manioc par rapport à 2011-12.

Situation de la malnutrition globale – campagne agricole 2011-2012



© Agrhymet - source : PREGEC, Niamey, novembre 2012.



L'insécurité alimentaire dans les pays durement affectés par la forte baisse de production céréalière en 2011-12 (Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) a été atténuée non seulement par les diverses interventions des gouvernements et leurs partenaires, mais également par l'arrivée des nouvelles récoltes. Cependant, à cause des inondations, des prix élevés des aliments, de l'endettement, de l'érosion des moyens d'existence et des déplacements de populations liés à la crise malienne, les ménages pauvres continuent à faire face à des difficultés alimentaires et nutritionnelles.

La situation nutritionnelle constitue toujours une préoccupation dans la région, notamment au Sahel, malgré les bonnes perspectives de récoltes et les mesures d'atténuation des États. La malnutrition aigüe est supérieure au niveau critique (10 %), notamment dans les régions Nord, Centre Nord et Est au Burkina Faso et dans la région de Kayes au Mali. Elle est supérieure au seuil d'urgence (15 %) dans les régions de Zinder, Maradi, Diffa et Tillabéry au Niger, dans les départements de Kanel, de Ranérou et de Podor au Sénégal, dans la bande sahélienne du Tchad et dans les régions Sud et Sud Est de la Mauritanie.

Concernant les marchés, les mauvaises productions enregistrées en 2011 ont beaucoup impacté les prix qui ont affiché des tendances haussières régulières jusqu'au mois de mai 2012. Le déroulement de l'hivernage 2012-13 a permis d'atténuer ces hausses. Des baisses de prix ont été observées dès septembre 2012 et se sont généralisées progressivement d'Est en Ouest. Le prix du maïs au début des récoltes a connu des baisses particulièrement marquées, notamment dans le bassin Centre. Les marchés sont actuellement bien approvisionnés et de bons flux transfrontaliers favorisent un transfert graduel des produits à partir des zones excédentaires vers les zones déficitaires.

Actions menées et envisagées

Suite au déficit céréalier enregistré en 2011-12 (Burkina Faso, Gambie, Mali, Niger, Sénégal, Tchad), les États et leurs partenaires ont pris des mesures d'atténuation à travers l'exécution de programmes ou plans de contingence, en particulier à travers les actions suivantes : distributions gratuites de vivres ; vente à prix modéré ; ouverture de boutique témoin ; opérations de transfert de liquidités ; appui aux pasteurs ; et reconstitution des stocks stratégiques. Celles-ci ont contribué non seulement à améliorer l'accès aux aliments de base des ménages pauvres mais aussi à stabiliser les prix sur les marchés locaux durant la soudure.

Au Burkina Faso, 94 % des personnes ciblées ont effectivement été assistées. Par contre, en termes de mobilisation financière, le taux d'exécution ne dépasse guère les 70 %. En Mauritanie, le plan Emel a été réalisé à 90 % (distributions gratuites 95 %, distribution d'aliments pour bétail 100 % et boutiques témoin 85 %). Certains pays sont à pied d'œuvre pour l'identification et le ciblage des populations vulnérables, en particulier le Burkina Faso, le Niger, le Bénin, le Tchad, le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie et le Togo. L'exercice du Cadre Harmonisé permettra de mieux identifier et analyser les zones à risque alimentaire et les populations vulnérables.

Cependant, ces prix demeurent élevés par rapport à leurs niveaux d'octobre 2011 et à la moyenne des cinq dernières années. Depuis octobre 2004, les prix des céréales se situent dans des tendances haussières cumulées, et ce en dépit des baisses saisonnières. Cette situation profite aux ménages agricoles. Compte tenu des besoins de reconstitution des stocks par les ménages et les offices céréaliers, les prix pourraient ne pas connaître une baisse importante en 2013 malgré les bonnes productions, notamment pour le mil.

Les prix du bétail ont été en général stables mais restent toujours élevés. Les termes de l'échange (bétail/céréales) se sont légèrement améliorés avec l'emboulement des animaux et la baisse des prix des céréales à partir de la mi-septembre 2012. Les prix du bétail pourraient se maintenir à leur niveau actuel et les termes de l'échange s'améliorer.

Au niveau international, les prix des denrées alimentaires restent élevés et instables. En particulier, les prix du blé et du maïs connaissent des hausses récentes, liées à la contraction des stocks. Les marchés céréaliers internationaux sont devenus très instables. La même tendance s'observe au niveau régional. Seule bonne nouvelle, le prix du riz à l'exportation reste relativement stable, contrairement à la tendance des prix des autres céréales importées dans la sous-région.

En perspectives, les bonnes productions céréalières attendues pourraient assurer des disponibilités importantes pour un bon approvisionnement des marchés et améliorer ainsi l'accès alimentaire. Cependant, le fonctionnement du marché régional restera tributaire du comportement encore incertain des acteurs, des opérations de reconstitution de stocks et de l'évolution de la sécurité au nord du Mali et du Nigeria.

A court terme, le Mali prévoit un programme de reconstitution du stock national de sécurité à hauteur de 35 000 tonnes. L'État s'est engagé pour un programme de ventes subventionnées de 5 000 tonnes d'engrais pour un coût d'un milliard de F CFA pour la campagne de contre-saison de riz 2012-13. La Mauritanie planifie des programmes de réhabilitation de 29 barrages dont 13 dans la zone d'Aftout Chergui (le triangle de l'espoir). Au Cap-Vert, des barrages, des digues et des centres de traitement et de valorisation des produits horticoles seront construits et un appui aux agriculteurs en équipements d'irrigation et en formation sera apporté.

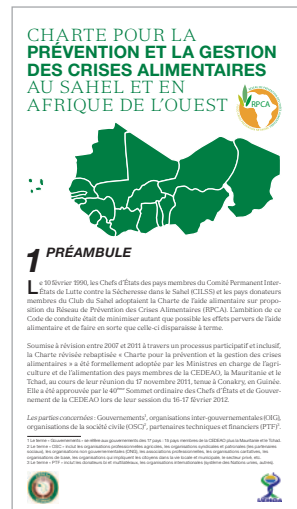
Il est également important que le dispositif PREGEC mène une étude d'impact des plans de relance de la production agricole au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, et assure un suivi rapproché de la situation alimentaire dans les zones à risque. Les États doivent organiser des missions d'identification des populations en insécurité alimentaire notamment en zone pastorale au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal et au Tchad, appuyer la mise en place des cultures de contre-saison dans les zones à haute potentialité, et faciliter la reconstitution des stocks nationaux avant mars 2013. Ils doivent éviter d'entraver le bon fonctionnement des marchés en limitant les barrages routiers, les tracasseries routières et les interdictions de sortie de céréales. Enfin, ils doivent maintenir la surveillance du criquet pèlerin.



2 CHARTE POUR LA PREVENTION ET LA GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES

Suite à l'adoption de la Charte en novembre 2011, plus de 15 000 exemplaires ont été diffusés en 2012 auprès de l'ensemble des parties prenantes (gouvernements, organisation régionales, partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile). Le processus de mise en œuvre de la Charte a aussi concerné l'élaboration d'une version provisoire du « Menu d'instruments de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles ». Cet outil vise à favoriser une meilleure utilisation des instruments de réponse en fonction de la nature, de la sévérité et de l'ampleur de chaque crise alimentaire et nutritionnelle. La version provisoire, fruit d'un travail d'analyse et de compilation réalisé par un panel d'experts sous le pilotage du RPCA et coordonné par le Secrétariat du CSAO, a fait l'objet de discussion lors de la 28^e réunion. Les commentaires des membres du Réseau permettront la production de la version finale du menu d'instruments, ainsi que le lancement du processus de diffusion.

Quelques ONG, sous l'égide d'OXFAM, ont mené une première évaluation de la Charte dont les résultats ont fait l'objet de discussions. Cette lecture des ONG a concerné six pays signataires sur les 17 : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad. Elle s'inscrit dans le cadre de contrôle citoyen de l'action publique. Quelques recommandations ont été faites à l'égard des parties prenantes, dont les points majeurs sont détaillés ci-dessous.



Pilier 1 : Information et analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle

Ce pilier porte sur la capacité des systèmes nationaux à produire une analyse de la situation alimentaire de qualité et en temps réel. Les informations collectées et analysées dans les six pays révèlent une situation globalement « mitigée » en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions relatives à ce pilier. Dans la plupart des pays étudiés, la qualité des dispositifs d'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle est plutôt passable en raison de l'insuffisance des ressources tant matérielles qu'humaines. Le fait que l'ensemble des pays dispose d'un cadre pour l'information et l'analyse, représente une étape importante pour aller de l'avant mais des efforts restent à faire pour assurer le financement et la durabilité de ces systèmes et consolider les efforts afin de promouvoir une analyse de qualité, conjointe et consensuelle aux niveaux national et régional.

Pilier 2 : Concertation et coordination

Ce pilier est axé sur la nécessité d'un dialogue entre les acteurs et la coordination des actions. L'analyse des progrès concernant ce pilier est fondée sur deux principes clés, le principe de responsabilité et l'implication de tous les acteurs. La plupart des pays étudiés disposent des espaces de concertation grâce aux efforts combinés des gouvernements et des partenaires techniques et financiers. Dans les six pays, des préoccupations ont été soulevées quant au degré de reconnaissance du rôle joué par les acteurs de la société civile, notamment les organisations nationales de la société civile au sein des structures de coordination. Un forum d'échanges et des dispositifs de coordination globale peuvent être efficaces, mais les problèmes de coordination ne seront pas totalement résolus sans plus de clarté et de respect des rôles respectifs des principaux acteurs des systèmes de sécurité alimentaire.

Recommandations

- Établir des systèmes efficaces de gestion de l'information ;
- Améliorer la qualité de l'analyse de l'information ;
- Établir un système efficace de cartographie de la sécurité alimentaire au niveau régional basé sur une analyse des gouvernements.

Recommandations

- Renforcer la coordination et le leadership gouvernemental ;
- Restaurer la confiance et établir une vision et une démonstration claires de la volonté politique.

Pilier 3 : Analyse consensuelle sur le choix des instruments

Ce pilier propose des recommandations concernant le système sur le choix des instruments de prévention et de gestion des crises alimentaires. L'analyse conduite dans les pays indique qu'il existe une marge d'amélioration considérable pour s'assurer que les plans d'actions nationaux fournissent des orientations adéquates concernant les outils appropriés à la réponse et pour qu'ils jouent un rôle central dans l'accès à l'information et la prise de décision des principaux partenaires. Les réponses accordaient moins d'importance aux aspects liés au relèvement et à la réhabilitation. Dans l'ensemble, les plans présentent des lacunes et ne sont pas pris en compte dans les processus décisionnels. Les partenaires financiers manifestent toujours une certaine réticence à acheminer les ressources financières à travers les budgets des États. L'évaluation indique qu'au cours de la réponse à la crise alimentaire 2011-12 au Sahel, l'approche a été plus variée et plus affinée qu'au cours des crises précédentes ; elle indique des progrès importants dans la qualité de la réponse dans la plupart des pays étudiés, notamment au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Niger.

L'évaluation a permis de relever le soutien politique apporté par plusieurs gouvernements à la constitution des réserves alimentaires, même si leur opérationnalisation présente des lacunes importantes, en particulier au Burkina Faso et au Tchad. Elle révèle une évolution positive à la fois sur l'utilisation de l'analyse de marché et sur l'adoption de politiques favorisant la redistribution des stocks à l'échelle nationale. L'évaluation souligne une dépendance réduite à l'égard de l'aide alimentaire et fait ressortir que d'importants efforts s'imposent pour améliorer le ciblage et évaluer l'impact des interventions alternatives dans le but d'affiner et, le cas échéant, étendre leur utilisation.

L'évaluation estime que l'un des plus grands obstacles à l'application de la Charte réside dans la méconnaissance de son existence et des engagements qu'elle contient. Elle indique également qu'il y a une reconnaissance généralisée du rôle potentiel que pourrait et devrait jouer la société civile pour obliger les signataires à tenir compte de l'application de la Charte. Les rapports ont identifié un certain nombre de facteurs qui ont limité les capacités de la société civile, notamment l'exclusion des groupes de la société civile des discussions fondamentales, les ressources et les capacités techniques. Dans l'ensemble, aucun suivi officiel n'a été fait et aucune commission parlementaire ou de la société civile n'a été mise en place. Les efforts initiaux dans le renforcement des capacités de la société civile devraient être appuyés davantage par les organisations gouvernementales et régionales. Parmi les mesures à prendre, figure également une évaluation annuelle indépendante devant être examinée lors de la réunion annuelle du RPCA.



Recommandations :

- Clarifier les attentes des bailleurs et accroître la proportion de l'aide fournie via les budgets de l'État ;
- Améliorer la compréhension des meilleures pratiques relatives aux interventions en matière de crise alimentaire.

En ce qui concerne l'aide alimentaire :

- Mettre en place des réserves alimentaires efficaces aux niveaux régional, national et local ;
- Accroître les efforts de suivi et d'évaluation de l'application de la Charte ;
- Démontrer un appui politique à la mise en œuvre de la Charte ;
- Appuyer la société civile dans son rôle de gardien et de défenseur de la Charte.

Cette présentation a soulevé un débat sur le caractère très critique de l'évaluation et la nécessité de mettre également en évidence les éléments positifs des efforts consentis par les États. Cette vision équilibrée devrait permettre de nuancer certaines critiques faites dans le rapport.



3 RENFORCEMENT ET DYNAMISATION DU RPCA

Démarré en 2007, le processus de renforcement et de dynamisation du RPCA a fait l'objet de discussions. Une note de réflexion a été produite à cet effet. Centrée autour du renforcement de l'efficacité du Réseau et plus particulièrement sa contribution à la prise de décision, cette refondation a connu des avancées significatives, notamment :

1. L'engagement de la CEDEAO et de l'UEMOA d'assurer le co-pilotage politique du Réseau dont l'animation technique est assurée par le CILSS avec l'appui du Secrétariat du Club. A cet effet, les directeurs en charge de l'agriculture des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA ont été désignés comme points focaux du RPCA.
2. La création d'un lien entre les réflexions du Réseau et les enceintes de prise de décision des organisations régionales (CEDEAO, UEMOA et CILSS). En 2010 comme en 2012, les recommandations faites par le RPCA avaient permis l'organisation par la CEDEAO et l'UEMOA de réunions ministérielles de haut niveau pour décider de mesures politiques et financières face à la crise alimentaire qui touchaient certains pays du Sahel. Ce lien devrait être maintenu et renforcé – notamment en faisant du RPCA une plateforme internationale de dialogue, de coordination et d'analyse, sous le leadership
3. L'amorce d'un processus d'élargissement des membres et des partenariats du Réseau, notamment avec la prise en compte des parlementaires, des médias, etc.
4. La mise en place d'un plan de renforcement de la communication et de la visibilité du Réseau : (i) refonte du site Web du Réseau ; (ii) meilleur ciblage et création de nouveaux outils de communication du Réseau ; (iii) renforcement du rôle de la CEDEAO et de l'UEMOA en tant que porteurs du Réseau.

Des suggestions ont été faites pour un retour au format initial de l'organisation des réunions annuelles alternativement accueillies par des pays (membres) du nord et du sud. Cette proposition devrait être murie en prenant également en compte l'esprit de la nouvelle dynamique imprimée dans le cadre de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

4 MAÎTRISE DE L'EAU ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Promotion des investissements dans la maîtrise de l'eau pour l'agriculture irriguée

À un niveau climatique, le déficit pluviométrique se traduit par le glissement des isohyètes vers le sud d'environ 100 mm depuis 50 ans, la diminution des écoulements des grands cours d'eau sahéliens de 20 à 40 % depuis la sécheresse des années 1970 et la réduction des superficies des réserves naturelles. Les changements climatiques entraînent des phénomènes extrêmes tels qu'inondations et fortes sécheresses. Selon les données de la FAO, on a observé entre 1994 et 2004 une faible progression des superficies totales en contrôle de l'eau (2,45 %) et même une diminution des superficies en maîtrise totale de l'eau. Moins de 5 % des ressources en eau sont exploitées et moins de 3 % des terres arables sont irriguées au Sahel, et près de 30 % de la population est privé d'accès à l'eau potable en Afrique de l'Ouest.

Près de 40 % de la population au Sahel vit dans une situation d'insécurité alimentaire (plus de 300 millions aujourd'hui en Afrique subsaharienne) et la population au Sahel et en Afrique de l'Ouest doublera d'ici 2025. Les niveaux d'investissements dans la maîtrise de l'eau restent insuffisants. Les ressources en eau sont morcelées entre les territoires des États de la région : 25 des 63 bassins versants transfrontaliers du continent africain sont situés en partie ou en totalité en Afrique de l'Ouest. L'hydrologie ouest-africaine connaît une grande variabilité spatio-temporelle qui rend plus complexes les stratégies de régularisation. Les ressources en eau sont en théorie relativement abondantes en Afrique de l'Ouest. En particulier, la ressource en eau renouvelable totale annuelle est estimée à 278 650 millions de m³ dans la zone sahélienne (FAO, 2005). La capacité de la région à valoriser son potentiel hydrique au service de son développement est le réel problème. L'Afrique de l'Ouest et le Sahel seraient aux prises avec une rareté « sociale » de l'eau, c'est-à-dire une rareté structurellement induite.



Un nouveau mode de variabilité interannuelle semble s'instaurer au Sahel. La durée des saisons n'a pas significativement bougé, mais les séquences sèches sont devenues plus longues. Pourtant, on continue à privilégier les variétés à cycle court. Le nombre de pluies durant la saison des pluies change, mais la quantité de pluie par jour ne change pas significativement, ce qui témoigne de l'importance du développement de retenue d'eau. La fréquence des extrêmes a augmenté, mais n'excède pas la période humide des années 1950-60.

L'information hydro-climatique en Afrique de l'Ouest est la base de la maîtrise de l'eau pour la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire passe aussi par la mobilisation des ressources en eau des petits bassins. Le véritable problème à ce niveau est le faible niveau de connaissance des potentialités de ces petits bassins. Il faut donc améliorer les connaissances sur les potentialités des petits bassins versants en renforçant la collecte des données terrain, les capacités dans l'utilisation des nouveaux outils de la télédétection et le développement de modèles hydrologiques de suivi des eaux des petits bassins.

Les cours d'eau étant devenus moins pérennes, la maîtrise de l'eau doit être améliorée. Il faut en particulier : informer périodiquement sur l'état des ressources en eau des principaux cours d'eau et des plans d'eau ; alerter par rapport aux risques d'extrêmes hydrologiques (inondation, sécheresse) ; faire des prévisions sur l'issue de la saison en termes de ressource en eau ; soutenir la collecte des données de mesure sur le terrain.

Des pays comme le Burkina Faso et la Guinée ne dépendent pas d'autres pays pour accéder aux ressources en eau, mais d'autres pays dépendent d'eux. La coopération régionale est donc indispensable pour la mobilisation des eaux des bassins fluviaux. Les organismes des bassins (ABN, OMVS, ABV, OMVG, CBLT) et les institutions régionales comme le CILSS et le CCRE doivent jouer un rôle important dans la gestion de ces ressources.

C'est dans cette démarche de mise en synergie des efforts qu'est née la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel, une initiative spéciale des chefs d'États du CILSS avec pour ambition d'accroître l'investissement dans l'eau au Sahel et en Afrique de l'Ouest. L'objectif de la coalition est de mobiliser les compétences, le savoir-faire et les ressources financières pour faire de la maîtrise de l'eau une priorité stratégique afin de réduire la vulnérabilité structurelle du Sahel face à l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Elle se veut une structure de partenariat opérationnelle, fondée sur la connaissance pour développer les pratiques réussies, intégrées et participatives. Elle traite des questions sur l'eau impliquant deux ou plusieurs États membres, prend en compte du savoir-faire scientifique et technique moderne de même que des stratégies d'adaptation traditionnelles, appuie les projets d'envergure régionale, favorise l'apprentissage par la diffusion d'actions réussies.

La plateforme favorise l'accroissement des investissements dans le secteur de l'eau au Sahel et en Afrique de l'Ouest en : appuyant des programmes et initiatives régionales des partenaires, et les politiques et stratégies nationales, sous-régionales et régionales ; finançant des investissements sur des programmes régionaux dans le secteur de l'eau ; améliorant les connaissances sur la ressource et son évolution, son lien avec la sécurité alimentaire et le développement en général ; diffusant des informations régulières sur l'état de la ressource ; assurant le suivi et la revue des expériences traditionnelles et modernes ; prenant en compte des questions transversales, notamment climatiques et environnementales et genre ; organisant un Forum sur l'Eau au Sahel une fois tous les trois ans, dans l'année qui précède celle du Forum mondial de l'eau. Le forum sera l'occasion de publier le rapport phare de la Coalition sur l'eau et le développement économique au Sahel.

A ce jour, trente organisations régionales, sous-régionales et internationales ont marqué leur soutien à la coalition. La Conférence des Chefs d'États du CILSS a lancé l'opérationnalisation assortie d'une feuille de route adoptée par le CILSS et les partenaires. La BAD a accepté d'être chef de file.

Au niveau de la CEDEAO, outre la création d'un comité en décembre 2001 chargé d'animer le processus régional de gestion des ressources en eau intégrant toutes les institutions régionales, une politique commune de gestion des ressources en eau a été adoptée en décembre 2008. Un observatoire stratégique des ressources en eau est actuellement mis sur pied.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité de collecter des données de terrain pour établir des perspectives sur la base de modèles scientifiques, ainsi que le besoin de renforcer les capacités des services nationaux en charge de la gestion de l'eau et de la mobilisation des eaux souterraines et de surface. Des objectifs chiffrés déjà annoncés, comme c'est le cas de l'UEMOA qui vise l'amélioration de l'utilisation des ressources en eau sur 11 000 ha, en particulier à travers l'utilisation de panneaux photovoltaïques. Enfin la nécessité de fédérer les énergies, savoirs et savoir-faire pour soutenir la maîtrise de l'eau, a été réaffirmée.



Puits à parois revêtu (moellons ou buses)



Options technologiques pour une popularisation de l'agriculture irriguée

Au cours des années 1990 et 2000, des projets financés par la Banque mondiale au Burkina Faso et au Niger ont permis de développer des techniques d'irrigation, notamment dans le domaine de la petite irrigation. Si les techniques et technologies de petite irrigation développées ont bénéficié d'une bonne attention de tous les acteurs pendant la mise en œuvre des projets, leur suivi et évaluation, leur amélioration éventuelle, leur insuffisance, leur adaptabilité, leur vulgarisation/diffusion, tant à l'échelle nationale que régionale, n'ont pas été bien pris en compte et poursuivis.

Dans ce contexte, l'ARID a conduit, pour le compte du CILSS, une étude diagnostique des technologies d'irrigation dans le sous-secteur de la petite irrigation afin d'établir l'état de leur utilisation et d'apporter des recommandations sur les conditions d'un meilleur développement et d'une meilleure vulgarisation desdites technologies.

L'étude a permis d'appréhender une gamme importante de technologies qui ont été mises au point. Cinq principales technologies ont été jugées performantes et ont été par conséquent adoptées par les irrigants.

Il s'agit : (i) en matière de captage/mobilisation de l'eau, du forage manuel, des puisards maraichers ; (ii) en matière d'exhaure de l'eau, des pompes à motricité humaine (pompes Niyya da kokari au Niger et pompes NAFA au Burkina Faso) et des motopompes ; (iii) en matière de distribution de l'eau, le système californien. Ces technologies ont été introduites, expérimentées et diffusées dans les deux pays dans le cadre de projets d'irrigation privée. Les plus performantes ont connu une adoption fulgurante par les irrigants, mais quelques-unes, comme les pompes à motricité humaine, connaissent un recul avec le soutien apporté aux motopompes. Cependant, au regard de leur apport pour les plus petits irrigants, il serait souhaitable qu'elles soient remises sur le devant de la scène par des actions vigoureuses de médiatisation, de soutien des États.

Au regard de l'importance de ces technologies dans le développement de la petite irrigation, il apparaît primordial que celles-ci soient davantage promues dans les pays qui les appliquent déjà, mais aussi introduites et vulgarisées dans les autres pays. Il a été suggéré que le CILSS s'implique davantage en appuyant le processus de diffusion.



À gauche en haut : pompe à pédales, aspirante refulante simple ;

À droite en haut : pompe aspirante de profondeur (15 m) ;

À droite en bas : pompe à béton

© photos : Rémi Coulibaly



PRÉSENTATIONS THÉMATIQUES

- Information hydroclimatique en Afrique de l'Ouest, base de la maîtrise de l'eau pour la sécurité alimentaire, par Ali Abdou, CILSS/Agrhymet
- Coalition mondiale sur l'eau au Sahel, par Clément Ouédraogo, CILSS/SE
- Options technologiques pour une popularisation de l'agriculture irriguée, par A. Keita, 2IE
- Étude/diagnostic sur les technologies d'irrigation dans le sous-secteur de la petite irrigation, par Rémi Coulibaly, ARID

5 LANCEMENT DE L'ALLIANCE GLOBALE POUR L'INITIATIVE RESILIENCE – SAHEL & AFRIQUE DE L'OUEST

A l'occasion d'une consultation de haut niveau entre les organisations régionales ouest-africaines et la Communauté internationale, tenue le 18 juin à Bruxelles à l'invitation de l'Union européenne, les parties prenantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont convenu de fédérer leurs efforts en créant une Alliance globale pour l'initiative résilience -Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR). L'Alliance vise à promouvoir une plus grande résilience des populations vulnérables en fédérant dans une même approche les réponses à l'urgence et celles s'attaquant aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition chronique.

Déclaration commune de Ouagadougou

En adoptant la déclaration commune, les parties prenantes se sont accordées sur la nécessité à court terme :

- De poursuivre le processus de mise en œuvre de la Charte qui est l'outil indispensable d'une action coordonnée et efficace.
- D'accélérer la mise en œuvre de la stratégie régionale de stockage alimentaire.
- De formuler et d'adopter une feuille de route régionale sur la base de la Déclaration de Ouagadougou et des acquis du processus de consultation déjà engagé ; y compris des objectifs généraux chiffrés, des objectifs spécifiques affinés, des priorités et des indicateurs de suivi-évaluation et de mesure d'impact.
- D'engager concomitamment des dialogues inclusifs dans les pays cibles, pour décliner les priorités en cadres opérationnels de financement, de mise en œuvre et de suivi-évaluation sur la base des politiques et plans nationaux existants.

En ligne avec les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, elle s'appuie sur le leadership ouest-africain, la synergie et la coordination entre les partenaires.

Suite à une série de concertations et de consultations, près de 200 participants, dont des ministres du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Tchad, se sont réunis le 6 décembre à Ouagadougou afin de sceller l'Alliance AGIR.

L'ensemble des allocutions ainsi qu'une sélection d'images et extraits de la conférence de presse sont disponibles sur le site Web :

> www.oecd.org/fr/sites/semainedusaheltdelafriquedelouest/agir.htm



Déclaration commune lue par Dr. Marc Lapodini Atouga, Commissaire de la CEDEAO : agriculture, environnement et ressources en eau.



De gauche à droite : Laurent Sédogo, ancien ministre burkinabé de l'agriculture, Marc Lapodini Atouga, Commissaire de la CEDEAO ; Saidou OUA, Ministre nigérien de l'agriculture ; Joseph-Marie Dabiré, Commissaire de l'UEMOA ; Yaranga COULIBALY, Ministre malien de l'agriculture ; Nancy Lindborg, Administratrice adjointe de l'USAID ; Luc Beyon Adolphe Tiao, Premier Ministre du Burkina Faso ; Mamadou Cissokho, Président d'honneur du ROPPA ; Kristalina Georgieva, Commissaire de l'UE ; François-Xavier de Donnea, Président du Club ; Djimé Adoum, ancien Ministre coordinateur du CILSS ; Jean de Dieu T. Somda, Représentant spécial du Club ; et Sujiro Seam, Directeur adjoint des biens publics mondiaux, MAE, France.



6 RECOMMANDATIONS SUR LA SITUATION AGRICOLE, ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Tenant compte de la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle, la 28^e réunion du Réseau a fait les recommandations suivantes :

> *Extrait du Communiqué final*

À l'endroit des pays :

Prioritairement :

- Maintenir la veille et la lutte contre le criquet pèlerin dans les pays de la ligne de front (Mauritanie, Mali, Niger et Tchad) ;
- Maintenir la veille sur la situation alimentaire et nutritionnelle, y compris auprès des populations maliennes déplacées et réfugiées, et proposer des plans de réponse le cas échéant ;
- Renforcer les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition aigüe et chronique.

Par ailleurs :

- Initier et appuyer les programmes de production de contre-saison et de renforcement des moyens d'existence pour améliorer la résilience des populations en situation d'insécurité alimentaire ;
- Créer un environnement favorable à l'investissement privé, en particulier par les producteurs agricoles, dans les chaînes de valeur agricoles afin d'apporter une solution structurelle aux crises alimentaires.

À l'endroit de la CEDEAO et de l'UEMOA :

Prioritairement :

- Travailler avec le CILSS, la FAO et les autres institutions spécialisées dans le domaine pour renforcer le mécanisme de surveillance et de prévention, et ainsi faire face à la menace acridienne.

Par ailleurs :

- Améliorer le climat des affaires pour favoriser les investissements privés, en particulier par les producteurs agricoles, dans la production et les chaînes de valeur agricoles ;
- Saisir l'opportunité offerte par l'Alliance AGIR Sahel et Afrique de l'Ouest pour améliorer et accélérer la mise en œuvre des PNIA et du PRIA ;
- Appuyer la mise en œuvre du Cadre Harmonisé dans les pays membres.

À l'endroit du dispositif régional d'information (CILSS, FAO, FEWS NET) :

- Assurer à chaque réunion du RPCA la production systématique de cartes sur l'insécurité alimentaire, incluant le degré de vulnérabilité, le nombre de personnes touchées et les actions envisageables.

À l'endroit des Partenaires techniques et financiers :

- Continuer à soutenir la veille et la lutte contre le criquet pèlerin dans les pays de la ligne de front (Mauritanie, Mali, Niger et Tchad) ;
- Dans le cadre des PNIA et du PRIA, continuer à appuyer la mise en œuvre de projets de développement de l'Agriculture et de l'entrepreneuriat agricole pour apporter des solutions structurelles aux crises alimentaires ;
- Soutenir le renforcement des capacités pour l'appropriation du Cadre Harmonisé aux niveaux national et régional.



MARDI 4 DÉCEMBRE 2012

- 08h30 – 09h00 **Accueil et enregistrement des participants**
- 09h00 – 10h15 **Ouverture**
- Mot de bienvenue par le Prof. Alhousseïni Bretaudeau, Secrétaire exécutif, CILSS
 - M. Ibrahima Diémé, Commissaire, développement rural, ressources naturelles et environnement, UEMOA
 - Dr. Lapodini Marc Atouga, Commissaire, agriculture, environnement et ressources en eau, CEDEAO
 - S.E.M. Djimé Adoum, Ministre Coordonnateur du CILSS
 - Ouverture officielle par Dr. Laurent G. Sédogo, ancien Ministre de l'agriculture et de l'hydraulique, Burkina Faso
- 10h15 – 10h30 **Mise en place du présidium et validation du programme**
- 10h30 – 10h45 *Pause café*

Session 1 : Situation agricole et alimentaire, et actions envisagées

- 10h45 – 12h30 → Président : Dr. Lapodini Marc Atouga, Commissaire de la CEDEAO
- Bilan prévisionnel de la campagne agricole 2012-2013, impacts et recommandations**
- Mme Maty Ba Diao, Chef du Département Information et Recherche, CILSS/AGRHYMET
- Évolution des marchés des denrées alimentaires aux niveaux régional et international**
- M. Moussa Cissé, Coordonnateur du programme régional d'appui à l'accès aux marchés, CILSS/SE
 - M. Ibrahim Laouali, Représentant régional, FEWS NET, Afrique de l'Ouest
 - M. Jean Senahoun, Économiste, Département du développement économique et social, FAO
- Recommandations et actions envisagées dans les zones à risque et pour les populations vulnérables**
- M. Amadou Mactar Konaté, Expert en sécurité alimentaire, CILSS/SE
- Actions envisagées par les partenaires au développement**
- Acteurs régionaux et internationaux : PAM, ECHO, OCHA, OXFAM
- 12h30 – 13h30 **Débat**
- 13h30 – 14h30 *Pause déjeuner*
- 14h30 – 16h30 **Débat (suite) et finalisation du communiqué final**
- 16:30-16:45 *Pause café*

Session 2 : Processus de renforcement du RPCA

- 16h45 – 18h30 → Président : Prof. Alhousseïni Bretaudeau, CILSS/SE
- Introduction par M. Sibiri Jean Zoundi, Administrateur principal, Secrétariat CSAO/OCDE
 - Présentation sur la communication par M. Abdoul Karim Dankoulou, Expert en multimédia, CILSS/SE et Mme Julia Wanjiru, Chargée de communication, Secrétariat CSAO/OCDE
- Débat et synthèse**



MERCREDI 5 DÉCEMBRE 2012

Session 3 : Maîtrise de l'eau et sécurité alimentaire

- 08h00 – 10h15 → Président : Dr. Ibrahima Diémé, Commissaire de l'UEMOA
- Panel 1 : Promotion des investissements dans la maîtrise de l'eau pour l'agriculture irriguée**
- Modérateur : M. Issa Martin Bikienga, Conseiller du Ministre de l'agriculture et de l'hydraulique, Burkina Faso
- Introduction du panel par le modérateur
- Intervention des panélistes :
- Dr. Abdou Ali, expert hydrologue au Centre régional Agrhymet
- Initiative de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel : quelles perspectives pour l'investissement dans la maîtrise de l'eau au Sahel et en Afrique de l'Ouest ?, par M. Clément Ouédraogo, Coordonnateur PRAME, CILSS/SE
- Débat**
- 10h15 – 10h45 *Pause café*
- 10h45 – 13h00 **Panel 2 : Options technologiques pour une popularisation de l'agriculture irriguée**
- Modérateur : M. Moussa Amadou, Président, ARID
- Introduction du panel par le modérateur
- Intervention des panélistes :
- M. Amadou Keita, Enseignant-chercheur en irrigation et drainage, 2IE, Burkina Faso
- Technologies d'irrigation : problématique de vulgarisation, expérience de l'étude WAIPRO, M. Rémi Coulibaly, ARID
- Débat**
- 13h00 – 14h00 *Pause déjeuner*
- 14h00 – 15h00 **Mise en œuvre de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires**
- Modérateur : M. Sibiri Jean Zoundi, Administrateur principal, Secrétariat CSAO/OCDE
- Processus de diffusion et d'évaluation de la Charte, par M. Sibiri Jean Zoundi
- Validation du Menu d'instruments de gestion des crises alimentaires, par Mme Coralie David, Secrétariat CSAO/OCDE
- Présentation du rapport d'évaluation de la société civile sur l'état des lieux de la mise en œuvre de la Charte, par M. Moussa Tchangari, Coordonnateur, Consortium du droit à l'alimentation
- 15h00 – 16h00 **Conclusions et recommandations de la 28^e réunion et clôture**
- Président : Dr. Marc Lapodini Atouga, Commissaire de la CEDEAO
- Synthèse et recommandations de la discussion thématique « Maîtrise de l'eau et sécurité alimentaire »
- Lecture du Communiqué final



JEUDI 6 DÉCEMBRE 2012

Cérémonie de lancement de l'Alliance globale pour l'initiative résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR)

08h30	Arrivée et installation des participants
09h30	Arrivée des officiels et présentation du programme de la cérémonie
10h00 – 10h20	Introduction par François-Xavier De Donnea, Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
	Représentants de la Communauté internationale
10h20 – 10h30	→ Mme Kristalina Georgieva, Commissaire européenne chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises
10h30 – 10h40	→ Mme Nancy Lindborg, Administratrice adjointe de l'USAID, en charge du Bureau pour la démocratie, le conflit et l'assistance humanitaire
10h40 – 11h00	Discours par S.E.M. Beyon Luc Adolphe Tiao, Premier Ministre du Burkina Faso
11h00 – 11h10	Suite : Représentants de la Communauté internationale
	→ M. Sujiro Seam, Directeur adjoint des Biens publics mondiaux, Ministère des Affaires étrangères, France
11h20 – 11h40	Représentants sahéliens et ouest-africains
	→ des producteurs agricoles et de la société civile, M. Mamadou Cissokho, Président d'honneur, ROPPA
	→ du secteur privé, Mme Simone Zoundi, Président de la FIAB
11h40 – 12h10	Représentants des pays ouest-africains et des organisations régionales
11h40 – 11h50	→ Dr. Djimé Adoum, Ministre Coordonnateur du CILSS
11h50 – 12h00	→ M. Christophe Joseph-Marie Dabiré, Représentant du Président de la Commission de l'UEMOA
12h00 – 12h10	→ Dr. Marc Lapodini Atouga, Représentant du Président de la Commission de la CEDEAO
12h10 – 11h20	Lecture de la Déclaration commune des parties prenantes de l'Alliance par Lapodini Marc Atouga
12h30-13h30	Conférence de presse
	→ Mme Kristalina Georgieva
	→ Mme Nancy Lindborg
	→ François-Xavier De Donnea
	→ Dr. Djimé Adoum
	→ Dr. Lapodini Marc Atouga
	→ M. Ibrahima Diémé
	→ Dr. Laurent G. Sédogo



Le Premier Ministre Beyon Luc Adolphe Tiao et François-Xavier De Donnea, Président du Club



De gauche à droite : Ibrahima Diémé, Lapodini Marc Atouga, Nancy Lindborg, Kristalina Georgieva, Djimé Adoum, François-Xavier De Donnea, Laurent Sédogo



Sujiro Seam



Mamadou Cissokho



Simone Zoundi



Christophe Joseph-Marie Dabiré



Djimé Adoum



A NNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS

2IE international

Amadou KEITA Enseignant-chercheur en irrigation et drainage

Action Contre la Faim (ACF)

Anais LAFITE Représentante régionale pour l'Afrique de l'Ouest
Martin MORAND Chargé de plaidoyer régional

AFAO-WAWA

Khady FALL TALL Présidente, Bureau régional

Agribusiness and Trade Promotion

Brahima CISSÉ Analyste

Aide et Action Afrique

Théophile FAHO Responsable, partenariats et ressources

APESS

Modibo OUMAROU Coordinateur, Centre régional

ARID

Moussa AMADOU Président
Rémy COULIBALY Consultant

AUSTRALIE

Azzurra CHIARINI Chargé des Affaires humanitaires et DDR, Afrique de l'Ouest Agence australienne pour le dévelop. international
Monica VAN WENSVEEN Partenariat de sécurité alimentaire Haut-Commissariat de l'Australie

AUTRICHE

Walter EHMEIR Chef de bureau, Coordination, coopération pour le développement Agence autrichienne de développement

BAD

Dougou KEITA Chef de division, agriculture et agro-industrie, Afrique de l'Ouest Siège, Tunisie
Mohamed A. OULD CHEIKHAHMED Ingénieur en irrigation Siège, Tunisie
Ginette NZAU-MUTETA Représentante Burkina Faso
Zinso BOUE Agro-économiste Burkina Faso
Mamadou KANE Bureau régional Sénégal

BANQUE MONDIALE

Mercy TEMBON Chargé de pays Burkina Faso

BCEAO

Salifou NABELEMA Chargé d'études économiques Burkina Faso
Elhadji Inkan Kaila KAILA Statisticien économiste Sénégal

BOAD

Solange YAYI-ALLECHI Environnementaliste
Saliou Gaye NDOYE Assistant technique principal, facilité du Sahel

BURKINA FASO

S.E. M. Luc Adolphe TIAO Premier ministre
S.E. M. Laurent SEDOGO Ancien Ministre de l'Agriculture et de l'hydraulique Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique
Issa Martin BIKIENGA Conseiller technique auprès du Ministre Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique
Saga Pascal Yves ILBOUDO Secrétaire permanent, coordination politiques sectorielles agricoles Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique
Souleymane OUEDRAOGO Directeur général, promotion de l'économie rurale Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique
Oumar TRAORE Directeur, Aménagement et développement de l'irrigation Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique
Delphine Bernadette OUEDRAOGO Secrétaire permanent, CONACILSS
Amado OUANGRAOUA Directeur de la Communication du Premier Ministre

Bureau ISSALA

Roger BLEIN Consultant

CANADA

Stéphane ROBERGE Premier Secrétaire, coopération régionale Ambassade du Canada au Burkina Faso
Hamidou Benoît OUEDRAOGO Conseiller, suivi CILSS/ACDI Ambassade du Canada au Burkina Faso



LISTE DES PARTICIPANTS

Catholic Relief Services

Mireille TOTOBESOLA BARBIER Conseiller technique régional, agriculture, Sahel

CEDEAO

Lapodini Marc ATOUGA	Commissaire, agriculture, environnement et ressources en eau	Commission
Sy Alain TRAORE	Directeur par intérim en charge de l'agriculture	Commission
Bougounou DJERI-ALASSANI	Chef de département, politiques et régulations	Commission
Pierre HAAS	Assistant technique AFD, sécurité alimentaire, agriculture	Commission
Yacouba SANON	Expert, investissement agricole, PNIA/PRIA	Commission
Hervé LEVITE	Assistant technique, Centre régional de coordination des ressources en eau	Commission
Innocent OUEDRAOGO	Chargé de Programme, Centre régional de coord. des ressources en eau	Commission
Anna TENGNAS	Assistant technique, Centre régional de coord. des ressources en eau	Commission
Mahamane TOURE	Assistant technique, Centre régional de coord. des ressources en eau	Commission

Christian Aid

Aika VAN DER KLEIJ	Chargé de programme senior
Aïsseta KABRE	Chargé des politiques de résilience et plaidoyer

Christian Children's Fund of Canada (CCFC)

Christelle MRANGAYE Chargé des appuis financiers

CIC-B Burkina

Soumaïla SANOU Président

CILSS

S.E. M. Djimé ADOUM	Ancien Ministre coordinateur et ancien ministre tchadien de l'agriculture	
Prof. Alhousseini BRETAUDEAU	Secrétaire exécutif	Secrétariat exécutif
Braoussala BLAMSIA	Secrétaire exécutif adjoint	Secrétariat exécutif
Mahalmoudou HAMADOUN	Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV	Secrétariat exécutif
Moussa CISSÉ	Coordonnateur PRA, accès aux marchés	Secrétariat exécutif
Clément OUEDRAOGO	Coordonnateur PRA, maîtrise de l'eau	Secrétariat exécutif
Salif SOW	Conseiller	Secrétariat exécutif
Amadou Mactar KONATE	Expert en sécurité alimentaire, PREGEC	Secrétariat exécutif
Bernard DEMBELE	Expert en nutrition	Secrétariat exécutif
Gilbert ZONGO	Expert en sécurité alimentaire	Secrétariat exécutif
Ibrahim Lumumba IDI-ISSA	Chef UAM/SEPVSG	Secrétariat exécutif
Souleymane SANOU	Chef UAM/AFC	Secrétariat exécutif
Abdou Karim DANKOULOU	Expert en multimedia	Secrétariat exécutif
Ahmadou SANKARÉ	Expert en communication	Secrétariat exécutif
Tandia ASSITAN	Consultante en communication	Secrétariat exécutif
Mor Badiane TINE	Auditeur interne	Secrétariat exécutif
Nobila Jean Christophe SORGHO	Interprète	Secrétariat exécutif
Rose GOUNGOUNGA	Assistante, Secrétariat PRA\SA-LCD-POP DEV	Secrétariat exécutif
Nathalie SORO	Assistante, Secrétariat PRA\SA-LCD-POP DEV	Secrétariat exécutif
Christophe SAWADOGO	Protocole	Secrétariat exécutif
Jeanette KOLANI	Documentaliste	Secrétariat exécutif
Aimé ZOUNGRANA	Informaticien	Secrétariat exécutif
Souleymane OUEDRAOGO	Agent comptable	Secrétariat exécutif
Mohamed Yahya OULD MOHAMED MAHMOUD	Directeur général	AGRHYMET
Maty BA DIAO	Chef, Département information et recherche	AGRHYMET
Abdallah SAMBA	Chef, Division sécurité alimentaire et accès aux marchés	AGRHYMET
Abdou ALI	Expert hydrologue	AGRHYMET
Bernardin ZOUNGRANA	Expert statisticien analyste	AGRHYMET
N. Antoine SOME	Directeur général	Institut du Sahel
Keffing DABO	Expert en stratégies et politiques de population	Institut du Sahel
Amadou DIARRA	Expert en gestion de pesticides	Institut du Sahel



CIRAD

Amadou Tamsir DIOP	Expert, Pôle pastoralisme et zones sèches
Tamsir MBAYE	Chercheur, Pôle pastoralisme et zones sèches
Patricio MENDEZ DEL VILLAR	Economiste, environnement et sociétés
Gwenaëlle RATON	Chercheur, UMR TETIS
William DARE	Sociologue
Ibra TOURE	Géographe, CIRAD/CILSS

COFENABVI - AO

Moussa COULIBALY	Secrétaire général	Mali
------------------	--------------------	------

Confédération Paysanne du Faso (CPF)

Bassiaka DAO	Président
--------------	-----------

Conseil National de Sécurité Alimentaire

André Moïse TRAORE-NIGNAN	Secrétaire exécutif
Tinga RAMDE	Chef de division

Consortium droit à l'Alimentation Alternative

Moussa Tchangari AISSAMI TATA	Secrétaire général
-------------------------------	--------------------

CORAF/WECARD

San TRAORE	Chercheur, Représentant du CORAF à l'INERA
------------	--

CORET

Mohammed BELLO TUKUR	Secrétaire général
----------------------	--------------------

Croix Rouge Burkinabè

Denis BAKYONO	Président
---------------	-----------

CSAO

François-Xavier DE DONNEA	Président du CSAO, Ministre d'Etat belge, Président de la Commission des Affaires extérieures	
T. Jean de Dieu SOMDA	Représentant spécial du Président du CSAO	
Laurent BOSSARD	Directeur	Secrétariat
Jean Sibiri ZOUNDI	Administrateur principal	Secrétariat
Marie TRÉMOLIÈRES	Chargée de programme	Secrétariat
Philipp HEINRIGS	Chargé de programme	Secrétariat
Julia WANJIRU	Chargée de communication	Secrétariat
Coralie DAVID	Jeune professionnelle	Secrétariat
Jamila YAHY	Agent administratif	Secrétariat
Thomas ALLEN	Consultant	

Dala Foods (Nig.) Ltd

Ali S. MADUGU	Directeur exécutif
---------------	--------------------

ESPAGNE

Begonia RUBIO	Coordonnatrice, Programme régional, CEDEAO	Ambassade de l'Espagne au Nigeria
---------------	--	-----------------------------------

ÉTATS-UNIS

Nancy LINDBORG	Administratrice adjointe de l'USAID, en charge du Bureau pour la démocratie, le conflit et l'assistance humanitaire	USAID, États-Unis
Thomas DOUGHERTY	Ambassadeur	Ambassade des États-Unis au Burkina Faso
Susan THOMPSON	Chef d'équipe par intérim, agriculture, Bureau Afrique	USAID, États-Unis
Camille EISS	Conseillère en communication stratégique	USAID, États-Unis
Sharon L. CROMER	Directeur de mission	USAID, Ghana
Candace BUZZARD	Directeur, croissance économique, agriculture, Bureau régional	USAID, Ghana
Jorge OLIVEIRA	Conseiller, sécurité alimentaire/NRM, Programme régional Ouest Afrique	USAID, Ghana
Janet Marie TRUCKER-MIAWOTOE	Chargée de programme, responsable pays	USAID, Burkina Faso
Ursula KOHNEN	Coordinateur de programme sénior, IFDC Div. Nord et Ouest Afrique	USAID, Burkina Faso
Bruno OUEDRAOGO	Chef de projet, IFDC Division Nord et Ouest Afrique	USAID, Burkina Faso
Siaka MILLOGO	Expert, aliments pour la paix	USAID, Burkina Faso
Patrick HENDERSON	Directeur de mission	USAID, Sénégal



LISTE DES PARTICIPANTS

FAO

Jean SENAHOUN	Économiste, Division commerce et marchés	FAO, siège
Mohamed AMMATI	Chargé de programme sénior, gestion de pesticides	FAO, siège
François RASOLO	Responsable pays	Burkina Faso
Lamourdia THIOMBIANO	Représentant sous-régional	Ghana
El Hadj Dramane COULIBALY	Expert-conseil, Bureau Afrique de l'Ouest	Ghana
Koffi AMEGBETO	Economiste	Ghana
Patrick DAVID	Assistant coordinateur, Afrique de l'Ouest	Sénégal

Fédération des Intervenants de la Filière Avicole au Mali

Diarata SANOGO Présidente

Ferme Kouna

Moussa KONE Directeur général

FEWS NET

Ibrahim LAOUALI Conseiller régional pour les marchés

FIAB

Simone ZOUNDI KAFANDO Présidente, Coordinatrice du Réseau INTERFACE

FICR

Momodou Lamin FYE Représentant régional

FRANCE

Sujiro SEAM	Directeur adjoint des biens publics mondiaux	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Faillou FALL	Responsable, Pôle de l'analyse économique de la mondialisation	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Anne-Laure JEANVOINE	Rédactrice questions humanitaires, résilience, crise et aide alimentaire	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Jean-René CUZON	Chargé de mission	Agence française de développement

GAMBIE

Fafanding FATAJO Fonctionnaire Ministère en charge de l'agriculture

GRET

Claire KABORE Représentante Burkina Faso

HKI (Helen Keller International)

Fanny YAGO-WIENNE Représentante résidente adjointe
Marcellin OUEDRAOGO Coordonnateur de projet

ICRC (International Committee of the Red Cross)

Alasan SENGHORE Chef de la délégation régionale, Afrique de l'Ouest et du Centre

IFPRI

Ismael FOFANA Directeur adjoint, Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre
Sunday ODJO Chercheur

IGAD

Abdi JAMA Conseiller technique Secrétariat

Institut euro-africain de droit économique

Rainer GEIGER Consultant

IRAM

Jerôme COSTE Directeur
Olivier JENN-TREYER Chargé de mission
Massimo MARTINI Agro-économiste

LARES

Bio Goura SOULE Consultant

Le Hub Rural

Yamar MBODJ Directeur exécutif

LUXEMBOURG

Lyn VOEGELE Première Secrétaire Ambassade du Luxembourg au Burkina Faso

Maison de l'entreprise du Burkina Faso

Issaka KARGOUGOU Directeur général

**MALI**

S.E. M. Yaranga COULIBALY	Ancien Ministre de l'Agriculture	Ministère de l'Agriculture
Seydou DIAKITE	Secrétariat permanent, CONACILSS	Ministère de l'Agriculture

NIGER

S.E. M. Saidou OUA	Ministre de l'Agriculture	Ministère de l'Agriculture
Amadou Allahoury DIALLO	Haut-Commissaire à l'Initiative 3N	Les Nigériens Nourrissent les Nigériens (3N)
Illiassou BOUBACAR	Conseiller technique du Ministre de l'Agriculture	Ministère de l'Agriculture
Yabilan MAMAN	Coordonnateur, Cellule crise alimentaire	Ministère de l'Agriculture

OCDE

Jan SCHUIJER	Conseiller senior	Secrétariat des Relations mondiales
Jonathan BROOKS	Analyste politique senior, agriculture	Direction des Échanges et de l'Agriculture

OMM

Félix HOUNTOUN	Chargé de la région Afrique	
----------------	-----------------------------	--

OOAS

William BOSU	Chargé de programme	
--------------	---------------------	--

OXFAM

Mamadou BITEYE	Directeur régional, Afrique de l'Ouest	OXFAM GB
Al Hassan CISSE	Coordonnateur, plaidoyer, sécurité alimentaire, Afrique de l'Ouest	Sénégal

PAM

Ariane WALDVOGEL	Directrice adjointe	Burkina Faso
Naouar LABIDI	Conseillère régionale en analyse de la sécurité alimentaire	Sénégal

PAYS-BAS

S.E. M. Ernst NOORMAN	Ambassadeur	Ambassade des Pays-Bas au Burkina Faso
-----------------------	-------------	--

PNUD

Pascal KARORERO	Représentant résident	Burkina Faso
-----------------	-----------------------	--------------

PNUE

David JENSEN	Chef de la coopération environnementale pour la consolidation de la paix	
--------------	--	--

Projet VIM/ACDI-VOCA

Amidou KABORE	Chef de projet	
---------------	----------------	--

Réseau Billital Maroobe (RBM)

Blamah JALLOH	Assistant technique	
---------------	---------------------	--

Réseau des Chambres d'agriculture d'Afrique de l'Ouest (RECAO)

Nebnoma SAWADOGO	Président	
Kassim DEMBELE	Coordonnateur Afrique de l'Ouest/siège Bamako	

Réseau des Femmes Sahéliennes (REFESA)

Laobé SOCK NDIAYE	Secrétaire exécutive	
-------------------	----------------------	--

ReSAKSS-AO

Mbaye YADE	Coordonnateur régional	
------------	------------------------	--

RESIMAO

Salifou B. DIARRA	Coordonnateur OMA	
-------------------	-------------------	--

ROESAO

Rosalie BOTTI	Présidente	
---------------	------------	--

ROPPA

Djibo BAGNA	Président	
Mamadou CISSOKHO	Président d'honneur, ASPRODEB	
Kalilou SYLLA	Secrétaire exécutif	

SOS Children's Villages International/OXFAM

Issaka OUANDAOGO	Responsable Programme	
------------------	-----------------------	--

SOS Sahel International

Salifou OUEDRAOGO	Directeur, Afrique de l'Ouest	
Abdou Karim KEITA	Conseiller, sécurité alimentaire	



LISTE DES PARTICIPANTS

SUISSE

Hansjuerg AMBUEHL	Chef, Division Afrique de l'Ouest	Département fédéral des Affaires étrangères
Markus EGGENBERGER	Conseiller régional, développement rural en Afrique de l'Ouest	Bureau de la Coopération suisse au Mali

TCHAD

Netoyo LAOMAIBAO	Directeur de Cabinet	Ministère de l'Agriculture et de l'irrigation
Adoum Djaya MAHAMAT	Secrétaire permanent, CONACILSS	Ministère de l'Agriculture et de l'irrigation
Adoum Ali MAHAMAT	Expert financier	Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation

UE

Kristalina GEORGIEVA	Commissaire, Coopération internationale, aide humanitaire et réaction aux crises	Commission
Alain HOLLEVILLE	Ambassadeur, Chef de la délégation	Délégation, Burkina Faso
Kim ELING	Membre du Cabinet de la Commissaire Georgieva	Commission
David SHARROCK	Porte-parole de la Commissaire Georgieva	Commission
Philippe THOMAS	Chef de la section sécurité alimentaire, DEV CO C1, EuropeAid	Commission
Patrick ILLING	Chargé de sécurité alimentaire, développement rural, nutrition, DEV CO	Commission
Céline LHOSTE	Chargée du programme régional, Afrique de l'Ouest	Commission
Zoltan AGAI	Chef par intérim, Programmes régionaux, APE, EuropeAid	Commission
Jean-Louis DE BROUWER	Directeur, opérations humanitaires et protection civile	Commission
Jan EJKENAAR	Chef de bureau, Sahel et Afrique de l'Ouest, ECHO	Commission
Daniel WEISS	Chargé de l'aide internationale, ECHO	Commission
Amadou HEBIE	Chargé de programme, développement rural, sécurité alimentaire	Délégation, Burkina Faso

UEMOA

Christophe Joseph Marie DABIRÉ	Commissaire, Représentant du Président de la Commission	Commission
Ibrahima DIÉMÉ	Commissaire, dév. rural, ressources naturelles et environnement	Commission
Abdou SEYNI	Représentant résident	Togo
Tchambakou AYASSOR	Directeur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire	Commission
Seyni HAMADOU	Chargé en agriculture et sécurité alimentaire	Commission
Gilles SANOU	Responsable de l'Unité de programmation stratégique	Commission
Aly Diadjiry COULIBALY	Chargé de l'Unité de programmation stratégique	Commission
Malick DIALLO	Directeur de l'environnement et de l'eau	Commission
Iba Mar OULARE	Directeur de cabinet	Commission
Maria Luisa FERREIRA	Directrice, ressources animales et halieutiques	Commission
Moussa DOUMBIA	Chargé de la sécurité sanitaire des aliments	Commission
Ervé Marcel OUEDRAOGO	Chargé des ressources en eau	Commission
Allassane MOHAMED AG	Directeur de la communication	Commission

UNICEF

Aboubacry TALL	Représentant résident	Burkina Faso
Jakob WERNERMAN	Spécialiste en réduction des risques de désastres	

World Vision International

John SCICCHITANO	Directeur	
------------------	-----------	--

PRESSE

Yempabou OUOBA	Reporter photo	Agence France Presse (AFP)
Anselme BAYILI	Journaliste	BBC
Nayalogo Paul SAWADOGO	Journaliste	INRI
Cyr Payim OUEDRAOGO	Journaliste	L'Observateur PAALGA, Burkina Faso
Honoré OUEDRAOGO	Journaliste	Le Pays, Burkina Faso
Christian KONE	Journaliste	Indépendant